

Art. 2. De reiskosten van de Regeringscommissaris worden terugbetaald onder de volgende voorwaarden :

1° het gebruik van openbaar vervoermiddelen wordt terugbetaald op basis van de officiële tarieven;

2° als de openbaar vervoermiddelen over verschillende klassen beschikt, wordt de Regeringscommissaris vergoed tegen de prijs 1ste klasse;

3° het gebruik van een eigen voertuig wordt terugbetaald op grond van een kilometervergoeding berekend overeenkomstig het tarief dat vastligt in de regelgeving die van toepassing is op de ambtenaren (rang A4) van het Waalse Gewest.

Het Waalse Gewest staat niet in voor de dekking van de risico's gebonden aan het gebruik van een eigen voertuig.

Art. 3. De bedragen bedoeld in artikel 1 worden gekoppeld aan het algemene indexcijfer der consumptieprijzen en stemmen overeen met de basisindex 138,01 van januari 1990.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 11 maart 2004.

Art. 5. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 3257

[C — 2004/27205]

**3 JUN 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;

Vu le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, notamment son article 10;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 janvier 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2004;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 8 mars 2004;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi, donné le 2 mars 2004;

Vu la délibération du Gouvernement du 1^{er} avril 2004 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 37.001/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° « agence de placement » : l'agence telle que définie par l'article 1^{er} du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;

2° « sportif rémunéré » : toute personne qui s'engage à se préparer ou à participer à une compétition ou exhibition sportive sous l'autorité d'une autre personne moyennant une rémunération excédant le montant fixé en vertu de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré ainsi que toute personne dirigeant la préparation ou la pratique du sport;

3° « artiste de spectacle » : toute personne exerçant le métier de comédien, chanteur, danseur, artiste de variété et de cirque, musicien, chef d'orchestre, maître de ballet et tout figurant, qui se produise contre rémunération lors de représentations, de répétitions, d'enregistrements auditifs ou visuels;

4° « indemnité » : honoraire, commission, contribution, droit d'admission ou d'inscription;

5° « secteur de la construction » : l'ensemble des entreprises relevant de la commission paritaire n° 124 de la Construction;

6° « décret » : le décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;

7° « Commission » : la Commission consultative d'agrément en matière de placement, visée à l'article 23 du décret;

8° « administration » : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

9° « Office » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi;

10° « Institut » : l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;

11° « Ministre » : le Ministre de l'Emploi;

12° « la plate-forme » : la plate-forme de concertation telle qu'instituée à l'article 22 du décret.

CHAPITRE II. — *Procédure d'agrément**Section 1^{re}. — De la demande d'agrément*

Art. 2. § 1^{er}. L'agence de placement adresse une demande d'agrément à l'administration, soit par lettre recommandée, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par l'administration.

L'agence de placement mentionne, sur le formulaire de demande, pour quel(s) service(s) de placement elle souhaite être agréée.

§ 2. L'agence de placement dont l'activité se limite à diffuser des offres et des demandes d'emploi, quel que soit le vecteur de communication utilisé, est exemptée de l'obligation d'un agrément préalable.

L'agence de placement qui preste ce type de service est tenue de faire connaître son existence auprès de l'administration et de rendre public le document visé à l'annexe 1^{re} via les médias concernés ou de mentionner le lieu où il est disponible.

Ce document est mis gratuitement à disposition par l'agence de placement sur simple demande.

§ 3. Est également exemptée de l'obligation d'un agrément préalable, la personne physique qui effectue des services de placement d'un artiste de spectacle ou d'un sportif rémunéré et qui se trouve, par rapport à ceux-ci, dans un lien de parenté ou d'alliance au premier degré.

Art. 3. § 1^{er}. La demande d'agrément préalable introduite par l'agence de placement est accompagnée, notamment, des documents suivants :

1° si l'agence de placement est une personne morale, les statuts coordonnés de la société ou de l'association sans but lucratif ou la date de parution au *Moniteur belge* de ceux-ci ou le projet d'acte s'il s'agit d'une agence de placement en constitution;

2° si l'agence de placement est une personne morale, la liste nominative des administrateurs, associés, et des actionnaires majoritaires de la société, la liste des personnes physiques ayant leur résidence ou domicile en Belgique qui sont autorisées à engager l'agence de placement à l'égard de tiers et à la représenter auprès des autorités régionales et des juridictions belges ainsi que, le cas échéant, l'organigramme des organes sociaux de l'agence de placement;

3° si l'agence de placement est une personne morale, une attestation sur l'honneur signée par trois des personnes habilitées à engager l'agence de placement précisant que celle-ci répond aux conditions de l'article 5, 3° et 4°, du décret;

4° si l'agence de placement est une personne morale, une copie des derniers comptes annuels ou du plan financier si elle est en création;

5° si l'agence de placement est une société commerciale, la preuve que la société possède un capital, conforme à sa forme juridique, intégralement libéré;

6° une attestation du receveur des contributions dont il ressort que l'agence de placement, au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré d'impôt, quelle qu'en soit la nature, ou bénéficie d'un plan d'apurement dûment respecté;

7° une attestation de l'Office national de la Sécurité sociale dont il ressort que l'agence de placement, au moment où elle introduit sa demande, n'est redevable d'aucun arriéré auprès de cette institution ou bénéficie d'un plan d'apurement dûment respecté;

8° le cas échéant, la preuve qu'aucun arriéré n'est dû au compte des Fonds de Sécurité d'Existence;

9° le modèle de contrat précédant toute prestation de services de placement, par catégorie de services de placement;

10° une copie du document expliquant les droits du travailleur et de l'employeur reprenant les mentions obligatoires telles que visées à l'annexe I^{re} du présent arrêté;

11° les documents attestant qu'il a été satisfait aux conditions de compétence professionnelle, visées à l'article 25;

12° si l'agence de placement requiert l'agrément comme service de travail intérimaire, la copie du règlement de travail;

13° si l'agence de placement requiert l'agrément comme service de travail intérimaire dans le secteur de la construction, la preuve qu'elle est constituée sous la forme d'une société commerciale dont l'objet social est exclusivement la prestation de services de placement dans des entreprises relevant du secteur de la construction.

§ 2. Dans le cadre d'une demande de renouvellement d'agrément, les documents, visés au § 1^{er}, 1°, 2°, 10° à 13°, ne doivent pas être transmis à l'administration, sauf demande expresse de sa part ou modification intervenue depuis l'agrément.

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, lorsque la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément émane d'une agence de placement visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, du décret, elle est accompagnée des documents dont il ressort que l'agence de placement répond à des conditions équivalentes à celles déterminées par le décret et le présent arrêté.

Art. 5. Lorsque la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément émane d'une agence de placement visée à l'article 7, alinéa 1^{er}, 3°, du décret, elle est accompagnée, outre les documents visés à l'article 4, de la preuve qu'elle exerce effectivement des services de placement dans son pays d'origine.

Art. 6. L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception de celle-ci. Si le dossier est incomplet, l'administration en avise l'agence de placement dans le même courrier.

L'agence de placement introduit ces pièces et renseignements selon les mêmes modes que la demande.

L'agence de placement peut ne pas joindre à sa demande certains documents visés à l'article 3, § 1^{er}, à condition que ceux-ci soient par ailleurs en possession de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 7. § 1^{er}. L'instruction de la demande est effectuée par l'administration.

L'administration transmet le dossier à la Commission consultative d'agrément dans les quinze jours après réception du dossier complet.

La Commission consultative d'agrément peut demander toutes les informations complémentaires au dossier qu'elle jugerait utile pour son analyse.

La Commission est tenue, dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi du dossier par l'administration, d'émettre un avis quant à la demande d'agrément préalable ou de renouvellement d'agrément. Ce délai peut être prolongé d'au maximum trente jours moyennant accord du Ministre ou du fonctionnaire délégué à cet effet.

§ 2. La décision du Ministre est notifiée par l'administration à l'agence de placement par lettre recommandée à la poste et, par courrier simple, à la Commission. Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

La décision du Ministre mentionne pour quel(s) service(s) de placement et pour quelle durée l'agence de placement est agréée.

Art. 8. § 1^{er}. En cas de fusion ou d'absorption, l'agence de placement qui reprend l'agence de placement agréée fait connaître à l'administration, par lettre recommandée, sa demande de transfert de l'agrément octroyé, au plus tard dix jours après ladite fusion ou absorption.

L'administration en informe la Commission qui remet un avis au Ministre sur la nécessité d'introduire une nouvelle demande selon les modalités visées à l'article 3.

§ 2. L'agence de placement informe l'administration par lettre recommandée de la cessation temporaire ou définitive de son activité, dans les quinze jours de celle-ci. L'administration en informe la Commission.

Le Ministre suspend l'agrément en cas de cessation temporaire d'activité et retire l'agrément en cas de cessation définitive d'activité.

Section 2. — De la suspension ou du retrait de l'agrément

Art. 9. § 1^{er}. Sur proposition de l'administration et après avis motivé de la Commission, le Ministre peut suspendre l'agrément pendant un délai qu'il détermine afin de permettre à l'agence de placement de se conformer aux dispositions du décret et du présent arrêté.

L'agence de placement concernée est convoquée au préalable par la Commission par lettre recommandée.

La décision du Ministre portant suspension de l'agrément est notifiée, par l'administration, à l'agence de placement par lettre recommandée à la poste et à la Commission par courrier simple.

A l'issue de ce délai, si l'agence de placement ne s'est pas conformée aux conditions de la décision de suspension de l'agrément, l'agrément est retiré conformément au § 2 du présent article.

§ 2. Sur proposition de l'administration et après avis motivé de la Commission, le Ministre peut retirer l'agrément.

L'agence de placement concernée est convoquée au préalable par la Commission par lettre recommandée.

La décision du Ministre portant retrait de l'agrément est notifiée par l'administration à l'agence de placement par lettre recommandée à la poste et à la Commission par courrier simple. Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. Préalablement à toute décision de suspension ou de retrait d'agrément, l'agence de placement peut être entendue par le Ministre ou son délégué.

CHAPITRE III. — Obligations à charge de l'agence de placement

Section 1^{re}. — Du rapport d'activités

Art. 10. § 1^{er}. Le rapport d'activités visé à l'article 12, 7°, du décret comprend les informations relatives aux activités de placement de l'année civile écoulée.

Il doit être transmis à l'administration pour le 30 juin au plus tard.

L'agence de placement doit fournir de manière distincte les informations pour chaque service de placement pour lequel elle dispose d'un agrément.

Le formulaire de rapport d'activités est adressé à l'agence de placement par l'administration au plus tard le 1^{er} novembre de l'année précédant celle à laquelle se rapporte le rapport d'activités.

§ 2. Le rapport d'activités comporte notamment les informations suivantes relatives à l'agence de placement :

1° la description des liens économiques et financiers que l'agence de placement entretient avec d'autres entités juridiques et économiques au plan national et en région de langue française ainsi que l'organigramme de l'agence de placement précisant le nombre total d'employés occupés par celle-ci et leur répartition entre les entités;

2° le nombre et la localisation des bureaux et filiales en région de langue française, de même que la localisation des employés porteurs du diplôme de psychologue;

3° la qualification de la ou des personnes qui assument la responsabilité professionnelle de l'agence de placement;

4° les modifications éventuelles qui se seraient produites au fil de l'année dans la structure du capital et des organes de gestion de l'agence de placement;

5° les efforts accomplis par l'agence de placement en matière de formation continuée de ses travailleurs.

§ 3. L'agence de placement joint au rapport annuel d'activités :

1° une attestation fiscale datée de moins de six mois prouvant qu'elle répond à la réglementation relative aux impôts sur les sociétés ou à l'impôt des personnes physique pour ce qui concerne l'activité de placement;

2° une attestation datée de moins de six mois de l'Office national de la Sécurité sociale et, le cas échéant, du (des) Fonds de sécurité d'existence stipulant qu'aucun arriéré n'est dû;

3° les comptes annuels et le bilan social;

4° le cas échéant, une attestation datée de moins de six mois de l'institution bancaire étrangère stipulant que le montant du capital conforme à sa forme juridique est intégralement libéré.

Art. 11. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement prestant des services d'outplacement comporte notamment les informations suivantes :

- 1° le nombre de missions d'outplacement individuelles ou collectives;
- 2° le nombre d'employeurs qui ont utilisé les services d'outplacement;
- 3° le nombre de missions d'outplacement relatives à des travailleurs mis au chômage suite à une fermeture d'entreprise ou de la dissolution judiciaire d'une association sans but lucratif.

Art. 12. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement prestant des services de travail intérimaire ou des services de travail intérimaire dans le secteur de la construction ou des services de travail intérimaire dans le secteur artistique comporte notamment les informations suivantes :

- 1° le nombre d'intérimaires avec lesquels un contrat a été conclu en région de langue française, subdivisé selon le secteur;
- 2° le nombre d'employeurs établis en région de langue française qui ont utilisé des services de placement, subdivisé selon les secteurs;
- 3° le nombre d'heures prestées et le nombre d'heures rémunérées effectuées pendant l'année concernée en région de langue française, subdivisé selon les secteurs;
- 4° le nombre et le taux d'accidents du travail survenus au cours de l'année en précisant le taux de gravité et le taux de fréquence;
- 5° la répartition du nombre d'intérimaires et des heures prestées selon le motif du placement;
- 6° le nombre d'entreprises utilisatrices ayant occupé des travailleurs intérimaires pour un nombre total d'heures supérieur à vingt-cinq pour cent du nombre total des heures prestées.

Art. 13. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement prestant des services d'insertion comporte notamment les informations suivantes :

- 1° le nombre de personnes ayant bénéficié de missions d'insertion;
- 2° le nombre de personnes ayant trouvé un nouvel emploi suite à la mission d'insertion;
- 3° la répartition des emplois selon le secteur d'activités, le régime de travail et le type de contrat de travail;
- 4° la répartition des personnes ayant bénéficié d'une mission d'insertion en fonction du genre, de l'âge, de la formation, de la durée d'inactivité et de leur statut au moment du début de la mission.

Art. 14. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement prestant des services de recrutement et de sélection comporte notamment :

- 1° le nombre de missions de recrutement et de sélection;
- 2° le nombre de personnes ayant trouvé un nouvel emploi suite à la mission de recrutement et de sélection.

Art. 15. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement prestant des services de recherche d'emploi comporte notamment :

- 1° le nombre de missions de recherche d'emploi;
- 2° le nombre de personnes ayant trouvé un nouvel emploi suite à la mission de recherche d'emploi.

Art. 16. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement qui exercent des placements d'artistes de spectacle comporte notamment :

- 1° le nombre d'artistes de spectacle ayant bénéficié d'un placement;
- 2° la répartition de ces placements selon la catégorie d'artistes de spectacle, telle qu'énumérée à l'article 1^{er}, 3°;
- 3° la répartition des artistes de spectacle placés selon l'âge, le genre, la nationalité, le statut social, le régime de travail, la durée de la mission;
- 4° la mention des indemnités perçues.

Art. 17. Outre les informations visées à l'article 10, §§ 2 et 3, le rapport d'activités relatif aux agences de placement qui exercent des placements de sportifs rémunérés comporte notamment :

- 1° le nombre de sportifs rémunérés placés, répartis selon la discipline sportive, le genre, la nationalité, la catégorie d'âge, le statut social, le régime de travail, la durée de la mission;
- 2° les données relatives aux transferts internationaux des entrants et sortants, le nombre de placements effectués en dehors de l'Union européenne;
- 3° le montant des indemnités perçues.

Art. 18. L'agence de placement peut, moyennant l'accord préalable de l'administration, ne pas joindre au rapport annuel d'activités certains documents visés aux articles 10 à 17, à condition que ceux-ci soient par ailleurs en possession de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Section 2. — De la transparence du marché régional du travail

Art. 19. § 1^{er}. Les informations, visées aux articles 20 et 21 du décret, sont transmises, semestriellement, du 1^{er} janvier au 30 juin et du 1^{er} juillet au 31 décembre de chaque année, et au plus tard à la fin du deuxième mois qui suit le semestre auquel elles se rapportent, par les agences de placement à l'Office, soit par écrit, soit par voie électronique.

Ces données brutes sont ensuite rendues non identifiables individuellement et transmises par l'Office à l'Institut. Ces données ne peuvent être utilisées qu'à des fins exclusives de suivi et d'analyse des évolutions et tendances sur le marché régional de l'emploi.

§ 2. L'Office communique à la plate-forme, instituée au sein de l'Institut, les thèmes, champs et limites des études qu'il mène sur base des données précitées.

Art. 20. § 1^{er}. Chaque agence de placement doit fournir, pour chaque type d'activités, les informations suivantes relatives aux travailleurs :

- 1° le nombre des inscrits en début de semestre;
- 2° le nombre des nouveaux inscrits en cours de semestre;
- 3° les retraits d'inscription en cours de semestre.

Chaque agence de placement doit fournir, pour chaque type d'activités, les informations suivantes relatives aux employeurs :

- 1° le nombre des employeurs faisant appel en début de semestre;
- 2° les nouveaux employeurs faisant appel en cours de semestre;
- 3° les missions terminées en cours de semestre;
- 4° le lieu de travail.

§ 2. La plate-forme est habilitée à préciser les critères prévus au paragraphe précédent ainsi que les modalités de transmission des informations demandées.

Art. 21. § 1^{er}. Les agences de placement prestant des services de travail intérimaire doivent également fournir les informations relatives au nombre d'inscriptions :

- 1° par genre et par âge;
- 2° par niveau de diplôme;
- 3° par profession.

Les agences de placement prestant des services de travail intérimaire doivent également fournir les informations relatives aux offres d'emploi reçues :

- 1° par profession;
- 2° par secteur;
- 3° par classe de taille des utilisateurs;
- 4° par lieu de travail.

Les agences de placement prestant des services de travail intérimaire doivent également fournir les informations suivantes relatives au nombre d'inscrits avec lesquels au moins un contrat est conclu pendant le semestre écoulé :

- 1° par genre et par âge;
- 2° par niveau diplôme;
- 3° par secteur;
- 4° par profession;
- 5° par lieu de travail.

Les agences de placement prestant des services de travail intérimaire doivent également fournir les informations relatives à la durée des missions attribuées au cours du semestre écoulé.

§ 2. La plate-forme est habilitée à préciser les critères prévus au paragraphe précédent ainsi que les modalités de transmission des informations demandées.

Art. 22. Outre la transmission d'informations prévues à l'article 19, les agences de placement communiquent annuellement à l'Office un rapport qualitatif précisant les difficultés rencontrées pour répondre aux besoins de main d'œuvre exprimés par les employeurs.

Le rapport qualitatif comprend, par type d'activités, les informations relatives à la profession recherchée par les travailleurs et aux niveaux d'exigence réclamés par les employeurs en matière d'expérience ou de qualification des travailleurs.

Art. 23. L'Office communique semestriellement à la plate-forme ainsi qu'à la Commission d'agrément un rapport analytique, réalisé en collaboration avec l'Institut, sur base des données transmises par les agences de placement en application des articles 19 et 22.

Section 3. — De la gratuité pour le travailleur des services de placement

Art. 24. § 1^{er}. L'agence de placement ne peut réclamer au travailleur aucune indemnité.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent, l'agence de placement qui fournit des services de recherche d'emploi peut percevoir de la part du travailleur des indemnités, à la condition que celles-ci soient dûment fixées dans une convention conclue entre l'agence et le travailleur.

En outre, l'agence de placement d'artistes de spectacle ou de sportifs rémunérés peut également percevoir de la part du travailleur des indemnités aux conditions suivantes :

- 1° l'indemnité doit être fixée dans une convention conclue entre l'agence et le travailleur;
- 2° le travailleur doit recevoir une copie de cette convention;
- 3° l'indemnité se calcule sur base, soit d'un pourcentage du revenu brut total du candidat, soit d'un montant forfaitaire fixé;
- 4° concernant le placement d'artistes de spectacle, l'indemnité ne peut être supérieure à vingt-cinq pour cent de la rémunération que l'artiste de spectacle recevra pour sa prestation;
- 5° concernant le placement de sportifs rémunérés, l'indemnité ne peut être supérieure à sept pour cent du revenu annuel brut du sportif rémunéré.

Section 4. — Des conditions de compétence professionnelle

Art. 25. § 1^{er}. La personne qui assume la responsabilité professionnelle, ou une des personnes désignées à cet effet ou un de ses mandataires, doit, pour fournir des services de placement, satisfaire à au moins une des conditions suivantes :

1° avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins dix ans dans le secteur de la gestion de personnel;

2° avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins cinq ans dans le secteur du service de placement concerné;

3° être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur comprenant au moins un cycle et avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins trois ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines ou du service de placement concerné.

§ 2. La personne qui assume la responsabilité professionnelle, ou une des personnes désignées à cet effet ou un de ses mandataires, doit, pour fournir des services de placement de travailleurs intérimaires ou de placement de travailleurs intérimaires dans le secteur de la construction, satisfaire à au moins une des conditions suivantes :

1° avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins cinq ans dans le secteur du placement de travailleurs intérimaires;

2° être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur comprenant au moins un cycle et avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins trois ans dans le domaine du placement de travailleurs intérimaires.

§ 3. La personne qui assume la responsabilité professionnelle, ou une des personnes désignées à cet effet ou un de ses mandataires doit, pour fournir des services de placement de travailleurs intérimaires dans le secteur artistique, satisfaire à au moins une des conditions suivantes :

1° avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins cinq ans dans le domaine du placement de travailleurs intérimaires;

2° être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur comprenant au moins un cycle et avoir une expérience professionnelle dans un poste à responsabilité d'au moins trois ans dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

§ 4. Les examens de personnalité et les tests psychologiques résultant de l'activité de placement ne peuvent être effectués que par une personne porteur d'un diplôme tel que déterminé à l'article 1^{er}, 1°, de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, modifié par la loi du 21 janvier 1999 ratifiant l'arrêté royal du 24 janvier 1997, ou sous la responsabilité de celui-ci.

CHAPITRE IV. — Mentions et conditions obligatoires

Art. 26. Le document, visé à l'article 12, 21°, du décret, contient, pour ce qui concerne les services de placement pour lesquels le travailleur conclut un contrat de travail ou de services avec l'agence de placement et pour autant que cette disposition n'est pas réglementée par ailleurs, les mentions obligatoires suivantes :

1° une description de la méthodologie utilisée par l'agence de placement;

2° le nom et la nature de la fonction et ses exigences;

3° le domaine d'activité de l'employeur;

4° la région où la fonction doit être exercée, sauf si elle est impossible à définir au préalable ou lorsqu'il s'agit de fonctions qui ne sont pas liées à un lieu de travail bien déterminé;

5° le nom et les coordonnées de la personne de contact à l'agence de placement;

6° les conditions et circonstances particulières de travail s'il en existe;

7° la nature et la durée présumée de la procédure de placement;

8° le cas échéant, les tests psychologiques ou médicaux requis.

9° la présentation de copies, déclarées conformes et pourvues d'un timbre, de diplômes, de certificats, d'attestations et d'autres documents, ne peut être demandée par l'agence de placement qu'après la fin de la procédure de placement.

Art. 27. Le document, visé à l'article 12, 22°, du décret, fixant les droits et obligations des parties contient les mentions obligatoires prévues en annexe I^{er} du présent arrêté.

Art. 28. L'offre d'emploi, visée à l'article 13, 2°, du décret, contient, en ce qui concerne les services de recrutement et de sélection, les mentions obligatoires suivantes :

1° le nom et la nature de la fonction et ses exigences;

2° le domaine d'activités de l'employeur;

3° la région où la fonction doit être exercée;

4° les coordonnées de la personne de contact à l'agence de placement;

5° le cas échéant, les conditions particulières de travail.

Art. 29. Le document, visé à l'article 16 du décret, contient, en ce qui concerne les services d'outplacement, les mentions obligatoires suivantes :

1° le type de mission d'outplacement : individuel ou de groupe;

2° la date de début de la mission d'outplacement;

3° le programme du travailleur pendant la mission d'outplacement;

4° le nom et les coordonnées de l'agence de placement;

5° le lieu où la mission d'outplacement est menée;

6° le métier recherché par le travailleur.

Art. 30. En ce qui concerne les services d'insertion, par « public cible » tel que visé à l'article 17, 2°, du décret, il faut entendre les demandeurs d'emploi inscrits en tant que tel auprès de l'Office, qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui sont bénéficiaires du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

En outre, les conditions d'encadrement et d'accompagnement visées à l'article 17, 3°, du décret sont les suivantes :

1° occuper au minimum une personne chargée de l'insertion socioprofessionnelle par site d'implantation;

2° s'engager à conclure au moins une convention de partenariat avec l'Office dans le cadre du dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle.

Art. 31. § 1^{er}. En ce qui concerne le placement d'artistes de spectacle, la convention visée à l'article 24, § 2, alinéa 2, doit contenir au moins les mentions suivantes :

1° le pourcentage de l'indemnité à verser par l'artiste de spectacle sur le montant de la rémunération perçue pour sa prestation ou le montant forfaitaire de l'indemnité à verser;

2° une clause de résolution de la convention.

En ce qui concerne le placement de sportifs rémunérés, la convention visée à l'article 24, § 2, alinéa 2, doit contenir les mentions suivantes :

1° le pourcentage et les modalités de paiement de l'indemnité ou le montant forfaitaire de l'indemnité à verser;

2° une clause de résolution de la convention.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 32. Outre le président et un représentant de l'administration, la Commission est composée de membres effectifs et suppléants répartis comme suit :

1° quatre représentants des organisations représentatives des employeurs;

2° quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs.

Art. 33. Les délais stipulés par le présent arrêté sont des jours francs. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Tous les délais sont suspendus durant les mois de juillet et août.

Art. 34. Les délais prévus à l'article 7, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, sont doublés durant l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 35. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juin 2004.

Art. 36. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Annexe 1^{re}

Mentions obligatoires figurant dans le document fixant les droits et obligations des parties

1. L'agence ne peut en aucun cas accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur, sauf les dérogations permises en matière :

de placement d'artistes de spectacles;

de placement de sportifs rémunérés.

Néanmoins, l'agence de placement d'artistes de spectacle et de sportifs rémunérés ne peut percevoir des commissions, cotisations, droits d'inscription, dénommés ci-après « indemnités » que dans les limites déterminées dans une convention entre l'agence et l'employeur. Le travailleur reçoit copie de cette convention.

Ces indemnités ne pourront excéder 7 % de la rémunération annuelle brute du sportif rémunéré et 25 % maximum de la rémunération de l'artiste de spectacle pour sa prestation.

2. L'agence de placement est tenue de traiter de façon objective, respectueuse et non discriminatoire tous les intéressés et ne peut rédiger ni publier des offres d'emploi discriminatoires.

3. L'agence de placement est tenue de respecter la vie privée des travailleurs et de ne recueillir et utiliser des données relevant de la vie privée que moyennant l'accord du travailleur, dans le cadre de son insertion professionnelle.

L'agence de placement ne peut recueillir et utiliser les informations concernant les employeurs et les travailleurs que dans l'exercice de services de placement. L'agence de placement s'engage à ne conserver les données à caractère personnel qu'aussi longtemps que le candidat le souhaite ou tant que cela est nécessaire pour la réalisation de la mission.

L'agence de placement doit permettre aux employeurs et aux travailleurs de consulter les données sauvegardées qui les concernent et est tenue de leur faire parvenir, sur demande, les informations relatives à leur dossier à l'issue de la mission (1).

4. L'agence de placement est tenue de fournir en temps utile aux employeurs et aux travailleurs des informations correctes et complètes sur les services de placement et sur la nature de l'emploi.

5. Les examens de personnalité et les tests psychologiques ne peuvent être effectués que par un psychologue ou sous la responsabilité de celui-ci.

6. L'agence de placement ne peut demander des données médicales que dans la mesure où cela est nécessaire en vue de déterminer si l'employé est capable d'exercer une certaine fonction ou de répondre aux exigences de la santé et de la sécurité (2).

Elle ne peut pas effectuer ou faire effectuer des tests génétiques.

7. Le travailleur peut obtenir, sur demande, toute information orale sur les résultats des interviews, des tests et des épreuves pratiques, dans le respect des règles déontologiques professionnelles y afférentes.

8. L'agence de placement ne peut exercer de services de placement pour des offres d'emploi fictives.
9. L'agence de placement ne peut exercer des activités qui mènent à l'attribution d'emplois contraires à l'ordre public ou portant manifestement atteinte à la législation sociale ou fiscale.
10. L'agence de placement ne peut exercer d'activités de placement, dans la mesure où elles ont trait à une action de grève, de lock-out ou à une suspension d'un contrat de travail en vertu des articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pour raisons d'intempéries ou pour des raisons économiques.
11. L'agence de placement est autorisée à placer des travailleurs de nationalité étrangère, à condition de respecter la réglementation relative à l'occupation de travailleurs étrangers.
12. L'agence de placement ne peut se substituer à l'employeur dans les négociations relatives à l'embauche du travailleur et aux décisions en découlant.
13. L'agence de placement doit prêter les services de placement dans des locaux spécifiquement affectés à cette fin.
14. L'agence de placement ne peut imposer au travailleur de clause d'exclusivité.
15. L'agence de placement doit être agréée au préalable. L'agence de placement qui preste des services de placement de sportifs rémunérés ou d'artistes de spectacle est tenue de disposer d'un agrément séparé pour chaque type de service.
16. L'agence de placement est tenue de faire mention du numéro de son agrément dans les annonces et dans toute communication.
17. L'agence de placement ne peut préjudicier le travailleur en lui imposant un contrat moins favorable que celui qu'il recherche.
18. L'agence de placement est tenue d'afficher le document reprenant les mentions figurant à la présente annexe in extenso dans les locaux disponibles au public, à l'endroit où il pourra être lu dans les meilleures conditions.
19. L'agence de placement qui procède à la publication d'offres d'emploi par le biais des médias écrits, audio-visuels ou électroniques doit rendre ce texte public par ces médias ou mentionner explicitement le lieu où il est disponible.

Ce texte doit être communiqué par l'agence de placement à titre gratuit et sur simple demande.

20. Les plaintes peuvent être introduites par écrit, par téléphone ou par courrier électronique à l'adresse suivante :

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle
 Direction de l'Inspection
 Place de la Wallonie 1
 5100 Jambes (Namur)
 Tél. : 081-33 31 11
 Télécopieur : 081-33 44 22
 Courriel : P.Peyskens@mrw.wallonie.be

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement.

Namur, le 3 juin 2004.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
 Ph. COURARD

—
 Note

(1) En ce qui concerne les services de travail intérimaire, cette disposition ne porte que sur le dossier de sélection et pas sur le dossier du personnel.

(2) Sans préjudice de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

—
 VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3257

[C — 2004/27205]

**3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering
 tot uitvoering van het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

Gelet op het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 januari 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2004;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 8 maart 2004;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 2 maart 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 april 2004 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 37.001/2 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « arbeidsbemiddelingsbureau » : het bureau bedoeld in artikel 1 van het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

2° « betaalde sportbeoefenaar » : elke persoon die zich verbindt tot voorbereiding op of deelname aan een sportcompetitie of -demonstratie onder het toezicht van een andere persoon, mits betaling van een bedrag dat hoger is dan dat vastgelegd krachtens de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars, alsook elke persoon die de leiding heeft over sportvoorbereiding of -beoefening;

3° « schouwspelartiest » : elke persoon die het beroep uitoefent van toneelspeler, zanger, danser, kleinkunstenaar en circusartiest, muzikant, dirigent, balletmeester en elke figurant die zich tegen betaling produceert tijdens voorstellingen, repetities, auditieve of visuele opnames;

4° « vergoeding » : ereloon, commissie, bijdrage, toelatings- of inschrijvingsrecht;

5° « bouwsector » : het geheel van de bedrijven die onder de paritaire commissie nr. 124 van de Bouw ressorteren;

6° « decreet » : het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

7° « Commissie » : de adviescommissie voor de erkenning in arbeidsbemiddelingszaken bedoeld in artikel 23 van het decreet;

8° « bestuur » : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

9 « Dienst » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi » zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi »;

10° « Instituut » : het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique »;

11° « Minister » : de Minister van Tewerkstelling;

12° « het platform » : overlegplatform zoals ingesteld bij artikel 22 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure*

Afdeling 1. — Erkenningsaanvraag

Art. 2. § 1. Het arbeidsbemiddelingsbureau richt een erkenningsaanvraag aan het bestuur, hetzij bij aangetekend schrijven, hetzij elektronisch, aan de hand van een formulier waarvan het model door het bestuur bepaald wordt.

Het arbeidsbemiddelingsbureau vermeldt op het aanvraagformulier voor welke arbeidsbemiddelingsdienst(en) het erkend wenst te worden.

§ 2. Het arbeidsbemiddelingsbureau waarvan de activiteit zich beperkt tot de verspreiding van werkaanbiedingen en -vragen, ongeacht het communicatiekanaal, is vrijgesteld van de verplichting tot voorafgaande erkenning.

Het arbeidsbemiddelingsbureau dat dat soort diensten verstrekt, meldt zijn bestaan bij het bestuur en maakt het in bijlage 1 opgenomen document bekend via de betrokken media of vermeldt de plaats waar het ter inzage ligt.

Dat document wordt op gewoon verzoek gratis afgegeven door het arbeidsbemiddelingsbureau.

§ 3. De natuurlijke persoon die arbeidsbemiddelingsdiensten verstrekt voor een schouwspelartiest of een betaalde sportbeoefenaar en die met hem verbonden is door verwantschap of aanverwantschap in de eerste graad, wordt eveneens vrijgesteld van de verplichting tot voorafgaande erkenning.

Art. 3. § 1. De door het arbeidsbemiddelingsbureau ingediende aanvraag om voorafgaande erkenning gaat vergezeld van o.a. de volgende stukken :

1° als het arbeidsbemiddelingsbureau een rechtspersoon is, de gecoördineerde statuten van de vennootschap of van de vereniging zonder winstoogmerk of de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* of het ontwerp van akte als het arbeidsbemiddelingsbureau in oprichting is;

2° als het arbeidsbemiddelingsbureau een rechtspersoon is, de naamlijst van de bestuurders, vennoten en meeraandeelhouders van de vennootschap, de lijst van de natuurlijke personen met verblijf- of woonplaats in België die de toestemming hebben om het arbeidsbemiddelingsbureau jegens derden te verbinden en om het te vertegenwoordigen bij gewestelijke overheden en voor Belgische rechtbanken, alsook, in voorkomend geval, het organigram van de sociale organen van het arbeidsbemiddelingsbureau;

3° als het arbeidsbemiddelingsbureau een rechtspersoon is, een attest op erewoord getekend door drie van de personen die bevoegd zijn om het te verbinden, waaruit blijkt dat het voldoet aan de voorwaarden van artikel 5, 3° en 4°, van het decreet;

4° als het arbeidsbemiddelingsbureau een rechtspersoon is, een afschrift van de laatste jaarrekeningen of van het financiële plan als het in oprichting is;

5° als het arbeidsbemiddelingsbureau een handelsvennootschap is, het bewijs dat de vennootschap beschikt over een volgestort kapitaal overeenkomstig de juridische vorm ervan;

6° een attest van de belastingontvanger waaruit blijkt dat het arbeidsbemiddelingsbureau bij de indiening van zijn aanvraag geen achterstallige belastingen verschuldigd is, ongeacht de aard ervan, of in aanmerking komt voor een behoorlijk nageleefd aanzuiveringsplan;

7° een attest van het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid waaruit blijkt dat het arbeidsbemiddelingsbureau bij de indiening van zijn aanvraag geen achterstallige belastingen verschuldigd is aan die instelling of in aanmerking komt voor een behoorlijk nageleefd aanzuiveringsplan;

8° in voorkomend geval het bewijs dat geen achterstallig bedrag verschuldigd is aan het Bestaanszekerheidsfonds;

9° het model van overeenkomst vóór elke verstrekking van een arbeidsbemiddelingsdienst, per categorie arbeidsbemiddelingsdiensten;

10° een afschrift van het document waarin de rechten van de werknemer en de werkgever vermeld staan, met de verplichte gegevens bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit;

11° de stukken waaruit blijkt dat voldaan werd aan de voorwaarden van professionele deskundigheid bedoeld in artikel 25;

12° als het arbeidsbemiddelingsbureau de erkenning als uitzenddienst vereist, een afschrift van het arbeidsreglement;

13° als het arbeidsbemiddelingsbureau de erkenning als uitzenddienst in de bouwsector vereist, het bewijs dat het opgericht is in de vorm van een handelsvennootschap waarvan het doel uitsluitend gericht is op het verstrekken van arbeidsbemiddelingsdiensten in bedrijven uit de bouwsector.

§ 2. In het kader van een aanvraag om hernieuwing van de erkenning worden de stukken bedoeld in § 1, 1°, 2°, 10° tot 13°, niet aan het bestuur overgemaakt, behalve op zijn uitdrukkelijk verzoek of in het geval van wijzigingen sinds de erkenning.

Art. 4. In afwijking van artikel 3 gaat de aanvraag om erkenning of om hernieuwing van de erkenning die uitgaat van een arbeidsbemiddelingsbureau bedoeld in artikel 7, eerste lid, 1° of 2°, van het decreet, vergezeld van de stukken waaruit blijkt dat het arbeidsbemiddelingsbureau voldoet aan voorwaarden gelijkwaardig aan die bepaald bij het decreet of dit besluit.

Art. 5. Als de aanvraag om erkenning of om hernieuwing van de erkenning uitgaat van een arbeidsbemiddelingsbureau bedoeld in artikel 7, eerste lid, 3°, van het decreet, gaat ze vergezeld van de stukken bedoeld in artikel 4 en van het bewijs dat het daadwerkelijk arbeidsbemiddelingsdiensten verstrekt in zijn land van herkomst.

Art. 6. Het bestuur bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan. Als het dossier onvolledig is, wijst het bestuur het arbeidsbemiddelingsbureau daarop in hetzelfde schrijven.

Het arbeidsbemiddelingsbureau dient de ontbrekende stukken en gegevens in op dezelfde wijze als de aanvraag.

Het arbeidsbemiddelingsbureau kan zijn aanvraag niet vergezeld laten gaan van sommige stukken bedoeld in artikel 3, § 1, op voorwaarde dat deze laatste in het bezit zijn van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 7. § 1. De aanvraag wordt door het bestuur onderzocht.

Het bestuur maakt het dossier over aan de Commissie binnen vijftien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

De Commissie kan verzoeken om alle bijkomende gegevens die ze nuttig acht voor haar analyse.

De Commissie geeft binnen dertig dagen na de datum van verzending van het dossier door het bestuur advies over de aanvraag om voorafgaande erkenning of om hernieuwing van de erkenning. Die termijn kan met hoogstens dertig dagen verlengd worden, mits toestemming van de Minister of van de daartoe afgevaardigde ambtenaar.

§ 2. Het bestuur geeft het arbeidsbemiddelingsbureau bij ter post aangetekend schrijven en de Commissie bij gewoon schrijven kennis van het besluit van de Minister. Het besluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het besluit van de Minister vermeldt voor welke arbeidsbemiddelingsdienst(en) en voor welke duur het arbeidsbemiddelingsbureau erkend wordt.

Art. 8. § 1. In geval van samensmelting of opslorping geeft het arbeidsbemiddelingsbureau dat het erkende arbeidsbemiddelingsbureau overneemt het bestuur uiterlijk tien dagen na de samensmelting of opslorping bij aangetekend schrijven kennis van zijn aanvraag om overdracht van de toegekende erkenning.

Het bestuur informeert de Commissie, die de Minister advies geeft over de noodzaak om een nieuwe aanvraag in te dienen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 3.

§ 2. Het arbeidsbemiddelingsbureau geeft het bestuur bij aangetekend schrijven kennis van de tijdelijke of definitieve stopzetting van zijn activiteit binnen vijftien dagen na de stopzetting.

De Minister schorst de erkenning in geval van tijdelijke stopzetting van de activiteit en trekt ze in in geval van definitieve stopzetting.

Afdeling 2. — Schorsing of intrekking van de erkenning

Art. 9. § 1. Op voorstel van het bestuur en na gemotiveerd advies van de Commissie kan de Minister de erkenning gedurende een door hem bepaalde termijn schorsen opdat het arbeidsbemiddelingsbureau zou kunnen voldoen aan de bepalingen van het decreet en van dit besluit.

Het betrokken arbeidsbemiddelingsbureau wordt eerst bij aangetekend schrijven door de Commissie opgeroepen.

Het bestuur geeft het arbeidsbemiddelingsbureau bij ter post aangetekend schrijven en de Commissie bij gewoon schrijven kennis van het ministerieel besluit tot schorsing van de erkenning.

Na afloop van die termijn wordt de erkenning overeenkomstig § 2 van dit artikel ingetrokken als het arbeidsbemiddelingsbureau niet voldoet aan de voorwaarden van het besluit tot schorsing van de erkenning.

§ 2. De Minister kan de erkenning intrekken op voorstel van het bestuur en na gemotiveerd advies van de Commissie.

Het arbeidsbemiddelingsbureau wordt eerst bij aangetekend schrijven door de Commissie opgeroepen.

Het bestuur geeft het arbeidsbemiddelingsbureau bij ter post aangetekend schrijven en de Commissie bij gewoon schrijven kennis van het ministerieel besluit tot intrekking van de erkenning. Het besluit wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. Vóór elk besluit tot schorsing of intrekking van een erkenning kan het arbeidsbemiddelingsbureau door de Minister of diens afgevaardigde gehoord worden.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen voor het arbeidsbemiddelingsbureau**Afdeling 1. — Activiteitenverslag*

Art. 10. § 1. Het activiteitenverslag bedoeld in artikel 12, 7°, van het decreet bevat de informatie over de arbeidsbemiddelingsactiviteiten van het afgelopen kalenderjaar.

Het wordt uiterlijk 30 juni aan het bestuur overgelegd.

Het arbeidsbemiddelingsbureau verstrekt afzonderlijk informatie voor elke arbeidsbemiddelingsdienst waarvoor het over een erkenning beschikt.

Het formulier betreffende het activiteitenverslag wordt uiterlijk 1 november van het jaar vóór dat waarop het betrekking heeft door het bestuur aan het arbeidsbemiddelingsbureau gericht.

§ 2. Het activiteitenverslag bevat o.a. de volgende gegevens over het arbeidsbemiddelingsbureau :

1° de omschrijving van de economische en financiële banden die het arbeidsbemiddelingsbureau met andere juridische en economische entiteiten onderhoudt op nationaal vlak en in het Frans taalgebied, alsook het organigram van het arbeidsbemiddelingsbureau met melding van het totaal aantal door hem tewerkgestelde bedienden en hun verspreiding over de entiteiten;

2° het aantal bureaus en dochtermaatschappijen in het Franse taalgebied en de lokalisatie ervan, alsook de lokalisatie van de bedienden die over een diploma van psycholoog beschikken;

3° de kwalificatie van de persoon (personen) die de professionele verantwoordelijkheid voor het arbeidsbemiddelingsbureau draagt (dragen);

4° de eventuele wijzigingen die zich in de loop van het jaar zouden hebben voorgedaan in de structuur van het kapitaal en van de beheersorganen van het arbeidsbemiddelingsbureau;

5° de inspanningen geleverd door het arbeidsbemiddelingsbureau inzake de voortgezette opleiding van zijn werknemers.

§ 3. Het arbeidsbemiddelingsbureau laat het jaarlijkse activiteitenverslag vergezeld gaan van :

1° een fiscaal attest gedateerd van minder dan zes maanden, als bewijs dat het voldoet aan de regelgeving betreffende de vennootschapsbelasting of de personenbelasting wat betreft de arbeidsbemiddelingsactiviteit;

2° een attest gedateerd van minder dan zes maanden van het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid en, in voorkomend geval, van het (de) Bestaanszekerheidsfonds(en) waaruit blijkt dat geen achterstallige bedragen verschuldigd zijn;

3° de jaarrekeningen en de sociale balans;

4° in voorkomend geval, een attest van minder dan zes maanden van de buitenlandse financiële instelling, waaruit blijkt dat het conform zijn juridische vorm kapitaalbedrag volgestort is.

Art. 11. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, bevat het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus die outplacementdiensten verstrekken de volgende gegevens :

1° het aantal individuele of collectieve outplacementopdrachten;

2° het aantal werknemers die gebruik gemaakt hebben van de outplacementdiensten;

3° het aantal outplacementopdrachten betreffende werknemers die werkloos geworden zijn na een bedrijfssluiting of na de rechterlijke ontbinding van een vereniging zonder winstoogmerk.

Art. 12. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, bevat het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten verstrekken inzake interimarbeid of interimarbeid in de bouwsector of interimarbeid in de artistieke sector o.a. de volgende gegevens :

1° het aantal interimwerknemers met wie een overeenkomst is gesloten in het Franse taalgebied, onderverdeeld volgens de sector;

2° het aantal in het Franse taalgebied gevestigde werkgevers die gebruik gemaakt hebben van arbeidsbemiddelingsdiensten, onderverdeeld volgens de sectoren;

3° het aantal gepresteerde uren en het aantal bezoldigde uren gepresteerd gedurende bedoeld jaar in het Franse taalgebied, onderverdeeld volgens de sectoren;

4° het aantal en het percentage arbeidsongevallen die zich in de loop van het jaar hebben voorgedaan, met opgave van de graad van ernst en frequentie;

5° de verdeling van het aantal interimwerknemers en van de gepresteerde uren volgens het motief van de arbeidsbemiddeling;

6° het aantal gebruikmakende bedrijven die interimwerknemers tewerkgesteld hebben gedurende een totaal aantal uren boven vijftienvintig percent van het totaal aantal gepresteerde uren.

Art. 13. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, bevat het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus die inschakelingsdiensten verstrekken o.a. de volgende gegevens :

1° het aantal personen dat het voorwerp van inschakelingsopdrachten heeft uitgemaakt;

2° het aantal personen die een nieuwe baan gevonden hebben na een inschakelingsopdracht;

3° de verdeling van de banen volgens de activiteitensector, het arbeidsstelsel en het soort arbeidscontract;

4° de verdeling van de personen die het voorwerp van een inschakelingsopdracht hebben uitgemaakt, naar gelang hun geslacht, leeftijd, opleiding, werkloosheidsduur en statuut bij het begin van de opdracht.

Art. 14. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, bevat het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus die wervings- en selectiediensten verstrekken o.a. de volgende gegevens :

1° het aantal wervings- en selectieopdrachten;

2° het aantal personen die een nieuwe baan gevonden hebben na een wervings- en selectieopdracht.

Art. 15. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, bevat het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten inzake het zoeken naar werk verstrekken o.a. de volgende gegevens :

- 1° het aantal opdrachten inzake het zoeken naar werk;
- 2° het aantal personen die een nieuwe baan gevonden hebben na een opdracht inzake het zoeken naar werk.

Art. 16. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, vermeldt het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus voor de arbeidsbemiddeling van schouwspelartiesten o.a. :

- 1° het aantal schouwspelartiesten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een arbeidsbemiddeling;
- 2° de indeling van die arbeidsbemiddelingen volgens de categorie schouwspelartiesten, zoals bedoeld in artikel 1, 3°;
- 3° de indeling van de geplaatste schouwspelartiesten volgens leeftijd, geslacht, nationaliteit, sociaal statuut, arbeidsstelsel, duur van de opdracht;
- 4° de melding van de ontvangen vergoedingen.

Art. 17. Behalve de gegevens bedoeld in artikel 10, §§ 2 en 3, vermeldt het activiteitenverslag betreffende de arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten verstrekken i.v.m. de arbeidsbemiddeling van betaalde sportbeoefenaars o.a. :

- 1° het aantal tewerkgestelde betaalde sportbeoefenaars, volgens de sporttak, het geslacht, de nationaliteit, de leeftijdscategorie, het sociaal statuut, het arbeidsstelsel, de duur van de opdracht;
- 2° de gegevens betreffende de internationale transfers van de inkomenden en de vertrekkenden, het aantal arbeidsbemiddelingen doorgevoerd buiten de Europese Unie;
- 3° het bedrag van de ontvangen vergoedingen.

Art. 18. Het arbeidsbemiddelingsbureau kan na voorafgaandelijk advies van het bestuur het jaarlijkse activiteitenverslag niet vergezeld laten gaan van bepaalde stukken bedoeld in de artikelen 10 tot 17, op voorwaarde dat deze in het bezit zijn van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Afdeling 2. — Doorzichtigheid van de gewestelijke arbeidsmarkt

Art. 19. § 1. De gegevens bedoeld in de artikelen 20 en 21 van het decreet worden om de zes maanden, jaarlijks tussen 1 januari en 30 juni en tussen 1 juli en 31 december, uiterlijk aan het einde van de tweede maand die volgt op het semester waarop het betrekking heeft, door de arbeidsbemiddelingsbureau aan de « Dienst » overgemaakt, hetzij schriftelijk, hetzij elektronisch.

Die brutogegevens worden vervolgens individueel onidentificeerbaar gemaakt en door de « Dienst » aan het « Instituut » overgemaakt. Die gegevens mogen uitsluitend gebruikt worden voor de opvolging en de analyse van de evoluties en tendensen op de gewestelijke arbeidsmarkt.

§ 2. De « Dienst » geeft het binnen het « Instituut » opgerichte platform kennis van de thema's, velden en perken van de studies die hij op basis van bovenbedoelde gegevens uitvoert.

Art. 20. § 1. Elk arbeidsbemiddelingsbureau verstrekt per type activiteiten de volgende gegevens over de werknemers :

- 1° het aantal ingeschrevenen aan het begin van het semester;
- 2° het aantal ingeschrevenen in de loop van het semester;
- 3° de in de loop van het semester ingetrokken inschrijvingen.

Elk arbeidsbemiddelingsbureau verstrekt per type activiteit de volgende gegevens over de werkgevers :

- 1° het aantal werkgevers die een oproep doen aan het begin van het semester;
- 2° de nieuwe werkgevers die een oproep doen in de loop van het semester;
- 3° de opdrachten vervuld in de loop van het semester;
- 4° de plaats van het werk.

§ 2. Het platform is bevoegd om de in de vorige paragraaf bedoelde criteria alsook de modaliteiten voor de overdracht van de gevraagde gegevens nader te bepalen.

Art. 21. § 1. De arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten inzake interimarbeid presteren, verstrekken eveneens gegevens over het aantal inschrijvingen :

- 1° per geslacht en leeftijd;
- 2° per diplomaniveau;
- 3° per beroep.

De arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten inzake interimarbeid presteren, verstrekken eveneens gegevens over de ontvangen werkaanbiedingen :

- 1° per beroep;
- 2° per sector;
- 3° per klasse omvang van de gebruikers;
- 4° per arbeidsplaats.

De arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten inzake interimarbeid presteren, verstrekken eveneens gegevens over het aantal ingeschrevenen waarmee minstens één contract in de loop van het afgelopen semester is gesloten :

- 1° per geslacht en leeftijd;
- 2° per diplomaniveau;
- 3° per sector;
- 4° per beroep;
- 5° per arbeidsplaats.

De arbeidsbemiddelingsbureaus die diensten inzake interimarbeid presteren, verstrekken eveneens de gegevens over de duur van de opdrachten die in de loop van het afgelopen semester toegewezen werden.

§ 2. Het platform is bevoegd om de in de vorige paragraaf bedoelde criteria alsook de modaliteiten voor de overdracht van de gevraagde gegevens nader te bepalen.

Art. 22. Behalve de overdracht van de gegevens bedoeld in artikel 19, bezorgen de arbeidsbemiddelingsbureaus de « Dienst » jaarlijks een kwalitatief rapport met de moeilijkheden ondervonden om in te spelen op de door de werkgevers meegeedeelde vraag naar werknemers.

Het kwalitatieve rapport bevat per soort activiteit de gegevens over het door de werknemers gezochte beroep en het door de werkgevers vereiste niveau inzake ervaring of kwalificatie van de werknemers.

Art. 23. De « Dienst » bezorgt het platform en de erkenningscommissie om de zes maanden een analytisch rapport dat in samenwerking met het « Instituut » opgesteld wordt op basis van de gegevens die de arbeidsbemiddelingsbureaus overeenkomstig de artikelen 19 en 22 verstrekken.

Afdeling 3. — Kosteloze arbeidsbemiddelingsdiensten voor de werknemer

Art. 24. § 1. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag geen bijdrage eisen van de werknemer.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf mag het arbeidsbemiddelingsbureau dat diensten inzake het zoeken naar werk verstrekt, vergoedingen van de werknemer ontvangen op voorwaarde dat die behoorlijk vastliggen in een overeenkomst gesloten tussen het arbeidsbemiddelingsbureau en de werknemer.

Bovendien mag het arbeidsbemiddelingsbureau voor schouwspelartiesten en betaalde sportbeoefenaars eveneens vergoedingen van de werknemer ontvangen onder de volgende voorwaarden :

- 1° de vergoeding ligt vast in een overeenkomst gesloten tussen het arbeidsbemiddelingsbureau en de werknemer;
- 2° de werknemer ontvangt een afschrift van de overeenkomst;
- 3° de vergoeding wordt berekend op grond van een percentage van het totale bruto-inkomen van de kandidaat of van een vastgelegd forfaitair bedrag;
- 4° wat de arbeidsbemiddeling van schouwspelartiesten betreft, mag de vergoeding niet hoger zijn dan vijftientig percent van de bezoldiging die de schouwspelartiest voor zijn prestatie zal ontvangen;
- 5° wat de arbeidsbemiddeling van betaalde sportbeoefenaars betreft, mag de vergoeding niet hoger liggen dan zeven percent van het jaarlijkse bruto-inkomen van de betaalde sportbeoefenaar.

Afdeling 4. — Voorwaarden van professionele deskundigheid

Art. 25. § 1. Om arbeidsbemiddelingsdiensten te verstrekken voldoet de persoon die de professionele verantwoordelijkheid draagt, of één van de daartoe aangewezen personen of één van zijn mandatarissen, aan minstens één van de volgende voorwaarden :

- 1° minstens tien jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke in de sector personeelsbeheer;
- 2° minstens tien jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke in de sector van betrokken arbeidsbemiddelingsdienst;
- 3° houder zijn van een diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs (minstens één cyclus) en minstens drie jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke inzake het beheer van menselijke krachten of van betrokken arbeidsbemiddelingsdienst.

§ 2. Om arbeidsbemiddelingsdiensten voor interimwerknemers of arbeidsbemiddelingsdiensten voor interimwerknemers in de bouwsector te verstrekken, voldoet de persoon die de professionele verantwoordelijkheid draagt, of één van de daartoe aangewezen personen of één van zijn mandatarissen, aan minstens één van de volgende voorwaarden :

- 1° minstens vijf jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke inzake de arbeidsbemiddeling voor interimwerknemers;
- 2° houder zijn van een diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs (minstens één cyclus) en minstens drie jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke inzake de arbeidsbemiddeling voor interimwerknemers.

§ 3. Om arbeidsbemiddelingsdiensten voor interimwerknemers of arbeidsbemiddelingsdiensten voor interimwerknemers in de artistieke sector te verstrekken, voldoet de persoon die de professionele verantwoordelijkheid draagt, of één van de daartoe aangewezen personen of één van zijn mandatarissen, aan minstens één van de volgende voorwaarden :

- 1° minstens vijf jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke in de sector arbeidsbemiddeling voor interimwerknemers;
- 2° houder zijn van een diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs (minstens één cyclus) en minstens drie jaar beroepservaring hebben als verantwoordelijke inzake het beheer van menselijke krachten.

§ 4. De persoonlijkheidsproeven en psychologische tests m.b.t. de arbeidsbemiddelingsactiviteit mogen slechts uitgevoerd worden door de houder van een diploma zoals bedoeld in artikel 1, 1°, van de wet van 8 november 1993 ter bescherming van de titel van psycholoog, gewijzigd bij de wet van 21 januari 1999 tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 24 januari 1997, of onder zijn verantwoordelijkheid.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichte gegevens en voorwaarden*

Art. 26. Het document bedoeld in artikel 12, 21°, van het decreet bevat, wat betreft de arbeidsbemiddelingsdiensten waarvoor de werknemer een arbeids- of dienstenovereenkomst sluit met het arbeidsbemiddelingsbureau en voor zover die maatregel niet elders geregeld wordt, bevat de volgende verplichte gegevens :

- 1° een omschrijving van de door het arbeidsbemiddelingsbureau toegepaste methodologie;
- 2° de naam en de aard van de functie en de desbetreffende vereisten;
- 3° het activiteitendomein van de werkgever;
- 4° de regio waar de functie uitgeoefend moet worden, behalve als ze onmogelijk op voorhand bepaald kan worden of als het gaat om functies die niet gebonden zijn aan een welbepaalde plaats;
- 5° de naam en de personalia van de contactpersoon bij het arbeidsbemiddelingsbureau;
- 6° de bijzondere arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden als ze bestaan;
- 7° de aard en de vermoedelijke duur van de arbeidsbemiddelingsprocedure;
- 8° in voorkomend geval de vereiste psychologische of medische tests;
- 9° de overlegging van afschriften, voor eensluidend verklaard en van een zegel voorzien, diploma's, getuigschriften, attesten en andere stukken mag pas na afloop van de arbeidsbemiddelingsprocedure door het arbeidsbemiddelingsbureau gevraagd worden.

Art. 27. Het in artikel 12, 22°, van het decreet bedoelde document waarin de rechten en plichten van de partijen vastliggen bevat de verplichte gegevens opgesomd in bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 28. De werkaanbieding bedoeld in artikel 13, 2°, van het decreet bevat, wat de wervings- en selectiediensten betreft, de volgende verplichte gegevens :

- 1° de naam en de aard van de functie en de desbetreffende vereisten;
- 2° het activiteitendomein van de werkgever;
- 3° de regio waar de functie uitgeoefend moet worden;
- 4° de personalia van de contactpersoon bij het arbeidsbemiddelingsbureau;
- 5° in voorkomend geval de bijzondere arbeidsomstandigheden.

Art. 29. Het document bedoeld in artikel 16 van het decreet bevat, wat de outplacementdiensten betreft, de volgende verplichte gegevens :

- 1° het soort outplacementopdracht : individueel of in groep;
- 2° de aanvangdatum van de outplacementopdracht;
- 3° het programma van de werknemer tijdens de outplacementopdracht;
- 4° de naam en de personalia van het arbeidsbemiddelingsbureau;
- 5° de plaats waar de outplacementopdracht uitgevoerd wordt;
- 6° het door de werknemer gezochte beroep.

Art. 30. Wat de inschakelingsdiensten betreft, wordt onder « doelpubliek », zoals bedoeld in artikel 17, 2°, van het decreet, verstaan de werkzoekenden die als dusdanig bij de « Office » ingeschreven zijn, die niet meer schoolplichtig zijn en die in aanmerking komen voor het geïntegreerd stelsel inzake de socioprofessionele inschakeling.

Daarenboven zijn de begeleidingsvoorwaarden bedoeld in artikel 17, 3°, van het decreet de volgende :

- 1° per vestigingssite minstens één persoon tewerkstellen die instaat voor socioprofessionele inschakeling;
- 2° zich verbinden tot het sluiten van minstens één partnerschapsovereenkomst met de « Dienst » in het kader van het geïntegreerd stelsel inzake de socioprofessionele inschakeling.

Art. 31. § 1. Wat betreft de arbeidsbemiddeling van schouwspelartiesten, bevat de overeenkomst bedoeld in artikel 24, § 2, tweede lid, hoe dan ook de volgende gegevens :

- 1° het percentage van de vergoeding die de schouwspelartiest moet storten op het bedrag van de bezoldiging die hij voor zijn prestatie ontvangt of het forfaitaire bedrag van de storten vergoeding;
- 2° een clause tot ontbinding van de overeenkomst.

Wat betreft de arbeidsbemiddeling van betaalde sportbeoefenaars bevat de overeenkomst bedoeld in artikel 24, § 2, tweede lid, de volgende gegevens :

- 1° het percentage en de modaliteiten voor de betaling van de vergoeding of het forfaitaire bedrag van de storten vergoeding;
- 2° een clause tot ontbinding van de overeenkomst.

HOOFDSTUK VI. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 32. Behalve de voorzitter en een vertegenwoordiger van het bestuur is de Commissie samengesteld uit gewone en plaatsvervangende leden, met name :

- 1° vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werkgevers;
- 2° vier vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers.

Art. 33. De termijnen opgelegd bij dit besluit zijn volle dagen. De dag van de akte, met name het tijdstip waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervaldatum wordt meegerekend. Als de vervaldag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt hij naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Alle termijnen worden geschorst gedurende de maanden juli en augustus.

Art. 34. De termijnen voorzien voor artikel 7, § 1, tweede en vierde lid, worden verdubbeld gedurende het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 35. Het decreet en dit besluit treden in werking op 1 juni 2004.

Art. 36. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Bijlage 1

Verplichte gegevens opgenomen in het document waarin de rechten en plichten van de partijen vastliggen

1. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag in geen geval een vergoeding ontvangen of eisen van de werknemer, behalve de afwijkingen toegestaan inzake :

- de arbeidsbemiddeling van schouwspelartiesten;
- de arbeidsbemiddeling van betaalde sportbeoefenaars.

Desalniettemin mag het arbeidsbemiddelingsbureau van schouwspelartiesten en betaalde sportbeoefenaars slechts commissies, bijdragen en inschrijvingsrechten, hierna «vergoedingen» genoemd, ontvangen binnen de perken die vastliggen in een overeenkomst tussen het arbeidsbemiddelingsbureau en de werknemer. De werknemer ontvangt een afschrift van de overeenkomst.

Die vergoedingen mogen niet hoger zijn dan 7 % van de jaarlijkse brutobezoldiging van de betaalde sportbeoefenaar en dan maximum 25 % van de bezoldiging van de schouwspelartiest voor zijn prestatie.

2. Het arbeidsbemiddelingsbureau behandelt alle belanghebbenden objectief, met eerbied en zonder discriminatie en mag geen discriminerende werkaanbiedingen opstellen of bekendmaken.

3. Het arbeidsbemiddelingsbureau is gehouden tot het respect van het privéleven van de werknemers. Het mag slechts met de instemming van de werknemer gegevens over diens privéleven inwinnen en gebruiken in het kader van de beroepsinschakeling.

Het arbeidsbemiddelingsbureau mag de gegevens over werkgevers en werknemers slechts in het kader van de arbeidsbemiddelingsdiensten inwinnen en gebruiken. Het arbeidsbemiddelingsbureau verbindt zich ertoe de gegevens van persoonlijke aard slechts zo lang te bewaren als de kandidaat het wenst of zolang de uitvoering van de opdracht het vereist.

Het arbeidsbemiddelingsbureau geeft de werknemers en werkgevers de mogelijkheid om inzage te nemen van de opgeslagen gegevens die hen betreffen en moet hen op verzoek de gegevens over hun dossier aan het einde van de opdracht verstrekken (1).

4. Het arbeidsbemiddelingsbureau moet de werkgevers en werknemers correcte en volledige gegevens verstrekken over de arbeidsbemiddelingsdiensten en over het soort baan.

5. De persoonlijkheidsproeven en psychologische tests mogen slechts door een psycholoog of onder diens verantwoordelijkheid uitgevoerd worden.

6. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag slechts om medische gegevens verzoeken indien nodig om na te gaan of de werknemer in staat is om een bepaalde functie uit te oefenen of te voldoen aan de gezondheids- en veiligheidsvereisten (2).

Het mag geen genetische tests uitvoeren of laten uitvoeren.

7. De werknemer kan op verzoek mondeling elke informatie verkrijgen over de resultaten van de interviews, tests en praktische proeven, met inachtneming van de desbetreffende deontologische beroepsregels.

8. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag geen arbeidsbemiddelingsdiensten verstrekken voor fictieve werkaanbiedingen.

9. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag geen activiteiten uitoefenen waardoor banen worden toegekend in strijd met de openbare orde of in duidelijke overtreding van de sociale of fiscale wetgeving.

10. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag geen arbeidsbemiddelingsactiviteiten uitoefenen die betrekking hebben op een stakingsactie, een lock-out of een schorsing van een arbeidsovereenkomst krachtens de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wegens slechte weersomstandigheden of om economische redenen.

11. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag bemiddelen voor werknemers met een buitenlandse nationaliteit, mits inachtneming van de regelgeving over de tewerkstelling van buitenlandse werknemers.

12. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag niet de plaats innemen van de werkgever tijdens onderhandelingen over de indienstneming van de werknemer en de daaruit voortvloeiende beslissingen.

13. Het arbeidsbemiddelingsbureau moet de arbeidsbemiddelingsdiensten verstrekken in specifieke lokalen.

14. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag de werknemer geen exclusiviteitsclausule opleggen.

15. Het arbeidsbemiddelingsbureau moet eerst erkend worden. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat arbeidsbemiddelingsdiensten voor betaalde sportbeoefenaars of schouwspelartiesten verstrekt moet beschikken over een aparte erkenning voor elk soort dienstverstrekking.

16. Het arbeidsbemiddelingsbureau moet in de berichten en in elke mededeling het nummer van zijn erkenning vermelden.

17. Het arbeidsbemiddelingsbureau mag de werknemer niet schaden door hem een contract op te leggen dat niet zo gunstig is als hij wenst.

18. Het arbeidsbemiddelingsbureau moet het document met de gegevens die in deze bijlage voorkomen in extenso aanplakken in de lokalen die toegankelijk zijn voor het publiek, op de plaats waar het in optimale omstandigheden gelezen kan worden.

19. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat werkaanbiedingen laat bekendmaken via geschreven, audiovisuele of elektronische media, moet deze tekst via die media bekendmaken of de plaats opgeven waar hij verkrijgbaar is.

Die tekst is gratis verkrijgbaar op gewoon verzoek.

20. Klachten mogen schriftelijk, telefonisch of elektronisch gericht worden aan volgend adres :

Ministère de la Région wallonne
 Direction générale de l'Economie et de l'Emploi
 Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle
 Direction de l'Inspection
 Place de la Wallonie 1
 5100 Jambes (Namur)
 Tel. : 081-33 31 11
 Fax. 081-33 44 22
 Courriel : P. Peyskens@mrw.wallonie.be

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus.

Namen, 3 juni 2004.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
 Ph. COURARD

Nota

(1) Wat de diensten voor interimarbeid betreft, slaat deze maatregel slechts op het selectiedossier en niet op het dossier van het personeel.

(2) Onverminderd de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer wat betreft de verwerking van gegevens met een persoonlijk karakter.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 3258 (2004 — 2104)

[2004/202586]

3 JUNI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. — Erratum

Dans le 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 11 juin 2004, à la page 44085, la date du "5 mai 1998" doit être remplacée par "5 février 1998".

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 3258 (2004 — 2104)

[2004/202586]

3 JUNI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die gemeinsamen Vollmachtsteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen — Erratum

Im ersten Absatz von Artikel 1 des obenerwähnten Erlasses, der im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Juni 2004 auf Seite 44086 veröffentlicht worden ist, wird das Datum vom "5. Mai 1998" durch "5. Februar 1998" ersetzt.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 3258 (2004 — 2104)

[2004/202586]

3 JUNI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de delegaties van bevoegdheden gemeen aan het Ministerie van het Waalse Gewest en aan het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer. — Erratum

In het eerste lid van artikel 1 van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 2004, op blz 44085, wordt de datum "5 mei 1998" vervangen door "5 februari 1998".